

Questions orales

M. le Président: Vous voulez dire que tout cela n'était qu'une introduction? Dans ce cas le député peut poser une seule question.

M. Axworthy: Monsieur le Président, le premier ministre pourrait-il maintenant s'engager à divulguer tous les rapports préparés par son gouvernement au sujet des coûts et des avantages du libre-échange avec les États-Unis?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable collègue a raison. Nous lui devons probablement une autre explication, étant donné la très grande clarté de la déclaration que le chef de l'opposition a faite au sujet des relations commerciales, au cours du week-end...

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: ... on sait maintenant exactement à quoi s'en tenir sur la position du parti libéral...

M. Crosbie: Qui n'a pas de position.

M. Mulroney: ... il ménage la chèvre et le chou.

M. Guilbault (Saint-Jacques): C'est mieux que la vôtre.

M. Mulroney: Je peux signaler à mon honorable collègue que nous allons entreprendre—elles sont déjà amorcées—avec l'aide de gens éminents comme l'ambassadeur Reisman, des négociations destinées à améliorer les relations commerciales entre nos deux pays ainsi qu'à enrichir les Canadiens et à créer de nouveaux emplois. Dans le cadre de nos efforts, nous serons ouverts et nous demanderons la pleine collaboration de mon honorable collègue qui, je le sais, désire atteindre les mêmes objectifs.

M. le Président: Une brève question supplémentaire.

M. Axworthy: Monsieur le Président, je serais certes très heureux de collaborer, si nous avions les renseignements voulus, ce qui n'est pas le cas.

LES RESSOURCES EN EAU—LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU
NÉGOCIATEUR CANADIEN

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser ma question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Hier à la Chambre, il a nié que M. Reisman ait fait de déclaration au sujet de nos ressources en eau.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Axworthy: Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire.

M. Blaikie: Ce n'est pas une question supplémentaire.

M. le Président: Le député a fait une très longue entrée en matière. A-t-il une question supplémentaire brève à poser immédiatement?

M. Axworthy: Oui, j'en ai une. Je voudrais savoir si le ministre va se rétracter, compte tenu du fait que le bureau de M. Reisman a déclaré que ce dernier avait en quelque sorte oublié qu'il avait fait une déclaration officielle dans laquelle il donnait son point de vue au sujet des ressources en eau. Que compte faire le ministre au sujet de cette déclaration qui embrouille énormément les négociations relatives à nos ressources en eau et à leur exportation aux États-Unis?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, comme les députés l'apprennent en lisant les journaux d'hier, j'ai rencontré par hasard dans les coulisses les souris Mickey et Minnie...

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): ... qui m'ont dit qu'ils étaient venus ici à titre de conseillers en affaires internationales auprès du député de Winnipeg-Fort Garry.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Ils m'ont également dit que Goofy était lui aussi de la partie.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre!

* * *

LE REVENU NATIONAL

LE CRÉDIT D'IMPÔT À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE—LE
PROJET DE FABRICATION DE SOUS-MARINS DE POCHE À
KITCHENER

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Depuis que le gouvernement conservateur a imposé un moratoire sur le crédit d'impôt à la recherche scientifique, qui a donné lieu à tant d'escroqueries, le Trésor public a encore été privé de recettes de un milliard et demi à deux milliards de dollars, dont 2.7 millions obtenus par un groupe de trafiquants d'armes et de drogues qui devaient fabriquer des sous-marins de poche à Kitchener, en Ontario.

Le ministre peut-il expliquer comment, après le moratoire de son gouvernement, des escrocs comme ceux de Kitchener ont pu voler 2.7 millions au gouvernement pour une entreprise aussi peu vraisemblable?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre du Revenu national): Tout d'abord, monsieur le Président, je suis étonné de la teneur de la question du député d'en face qui est un critique très responsable et très informé. Il sait que la Loi de l'impôt sur le revenu ne me permet pas de donner de l'information sur un cas aussi particulier que celui-là.

M. Deans: Quel merveilleux portefeuille; on n'a pas à dire quoi que ce soit.

M. MacKay: S'il voulait me fournir plus de détails, je serais heureux d'en discuter avec lui plus tard, si cela m'est possible. Mais dans les circonstances, je ne puis rien dire pour le moment.

LE COÛT DE LA VÉRIFICATION DU PROGRAMME DE CRÉDIT
D'IMPÔT

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, la plupart des faits ont déjà été rendus publics. J'espérais que le ministre explique comment, après le moratoire, le gouvernement a resserré le processus d'octroi de ces crédits d'impôts à la recherche. Je me demande également si le ministre peut confirmer qu'il faudra dépenser au minimum 12 millions de dollars et employer quelque 90 vérificateurs rien que pour vérifier ce régime de crédit d'impôt?